

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCIERIE EXPLOI FORESTIERE BOULLEVILLAISE

Lieu-dit la Lissonière
Rue Vann'e
27210 Saint-Maclou

Références : 27/2025-386
Code AIOT : 0005800971

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement SCIERIE EXPLOI FORESTIERE BOULLEVILLAISE implanté 503 RUE VANNEE 27210 Saint-Maclou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIERIE EXPLOI FORESTIERE BOULLEVILLAISE
- 503 RUE VANNEE 27210 Saint-Maclou

- Code AIOT : 0005800971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une scierie spécialisée dans la production de bois de construction (charpentes, bardages, ossatures, etc.).

Le site exerce également une activité de traitement chimique du bois.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 11.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Signalements riverains - retombées poussières	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en place 3 piézomètres afin de pouvoir assurer une surveillance de la qualité des eaux souterraines compte tenu de l'activité de traitement chimique du bois.

L'exploitant va par ailleurs mettre en oeuvre des actions suite aux signalements de riverains quant à des émissions de poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 11.2

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant respecte les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Trois forages, au moins, sont implantés sur le site dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique. ii. Tous les six mois, au moins, des prélèvements sont effectués dans la nappe et le niveau piézométrique de chaque puits est relevé. La fréquence de prélèvement entre les campagnes considère les périodes de hautes eaux et basses eaux et est adaptée en cas de constat d'une pollution. En cas d'absence d'impact sur plusieurs campagnes, une évolution de la fréquence de surveillance peut être fixée par arrêté préfectoral, sans excéder deux ans entre deux surveillances. iii. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'instruction du dossier de réexamen IED (secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques), la DREAL a demandé par courrier du 25/10/2024 à l'exploitant de mettre en place une surveillance des eaux souterraines dans la couche des limons des plateaux.</p> <p>L'exploitant a fait appel au bureau d'études Entime pour procéder à la mise en place d'un réseau piézométrique.</p> <p>Trois piézomètres ont ainsi été implantés le 24 juillet 2025 (cf. rapport réf. Entime 9038-006-001/Rév. A/25.07.2025).</p> <p>L'inspection a permis de constater la réalisation des trois ouvrages.</p> <p>Au moment de la réalisation des forages, aucun prélèvement d'eau n'a pu être réalisé (absence d'eau dans les ouvrages).</p> <p>Comme cela avait été indiqué dans le courrier du 25/10/2024 cité ci-avant, compte tenu de la géologie locale, les prélèvements devront être réalisés en périodes de hautes eaux et/ou après des épisodes pluvieux pour s'assurer de la présence d'eau dans les piézomètres au moment du prélèvement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un prélèvement d'eau dans chaque piézomètre en vue d'analyses devra être réalisé et les résultats d'analyses des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe seront transmis à la DREAL sous un délai de 2 mois au plus tard.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Signalements riverains - retombées poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents ou volatils, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés, etc.). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.</p>
<p>Constats :</p> <p>La DREAL a reçu courant 2025 des signalements de riverains de l'établissement par rapport à des retombées de poussières qui pourraient être liées aux activités de la société SEFOB.</p> <p>Au regard des informations communiquées par l'exploitant, les émissions de poussières pourraient être liées aux opérations de broyage qui sont réalisées par campagne. 4 campagnes de broyage ont ainsi été réalisées en 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 12/03 au 20/03 ; - du 26/05 au 11/06 ; - du 18/08 au 25/08 ; - du 20/10 au 03/11. <p>La prochaine campagne aura lieu du 29/12 au 16/01.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, l'inspection a demandé à l'exploitant d'engager des actions correctives afin de réduire les émissions de poussières lors des opérations de broyage. Pour ce faire, l'exploitant va mettre en œuvre un système d'aspersion au niveau du broyeur pour limiter les envols de poussières. Il va également prendre contact avec les riverains afin de les informer de cette action.</p>
Type de suites proposées : Sans suite